## Table des matières

Sommaire	7
Avant-propos	
Martine de Boisdeffre	9
Ouverture	
Jean-Marc Sauvé	11
I – La politique de protection du patrimoine s'est véritablement affirmée sous la III <sup>e</sup> République	12
II – Sous l'effet de nouvelles dynamiques, cet équilibre subit aujourd'hui des mutations	15
Maryvonne de Saint Pulgent	19
PREMIÈRE PARTIE	
Une archéologie du droit du patrimoine avant 1913	
Le Conseil du roi et la conscience patrimoniale	
Marie-Anne Sire	27
I – L'enquête et ses sources	28
II – Les priorités en termes de conservation : le Trésor des chartes et les Regalia	30
III – L'attention portée aux monuments antiques : l'amphithéâtre de Nîmes	31
IV – Les arrêts en Conseil liés aux projets de démolition	35
V – Les hommes du Conseil	39

### DROIT PUBLIC ET PATRIMOINE, LE RÔLE DU CONSEIL D'ÉTAT

Les « doctrinaires », le Conseil d'État et la politique	
des « monuments historiques » – 1815-1848	
Camille Pascal	4
I – Dans le « grenier » de Monsieur Delécluze	4
II – Les doctrinaires ou le « canapé » au Conseil d'État	4
III – La mémoire de la Nation au service de l'État « doctrinaire »	5
IV – Un palimpseste « national »	5
Aux origines d'un système de protection des monuments historiques : le rôle du Conseil d'État	
Arlette Auduc	6
I – De 1830 à 1887, une action publique sans législation spécifique	6
II – La loi de 1887 et son règlement d'administration publique	7
III – Après la loi de 1887	7
Juridictions judiciaires et administratives au service du patrimoine	
Stéphane Duroy	7
I – La protection du patrimoine par l'affirmation d'une propriété publique	7
II – La protection du patrimoine par l'affirmation d'une appartenance au domaine public	8
III – La protection du patrimoine par la prise en compte	
de la qualité de monument historique	9
Histoire de la domanialité publique des édifices du culte appartenant aux communes	
Jean-Michel Leniaud	9
I – La situation à la veille de la séparation	9
II – Les conséquences des lois du 9 décembre 1905, du 2 janvier 1907 et du 13 avril 1908	9
III – Vers la domanialité publique	9
IV – Quelles peuvent être les conséquences patrimoniales du rangement des églises parmi les dépendances du domaine public ?	10

#### DEUXIÈME PARTIE

## De 1913 au Code du patrimoine : l'émergence de l'intérêt public patrimonial

Le jugement de l'esthétique et l'intérêt d'art ou d'histoire devant le Conseil d'État	
Marie Cornu	109
I – La fonction de cadrage, le juge censeur de l'action publique	110
II – Le juge coproducteur de la règle esthétique	118
La responsabilité, épicentre du droit du patrimoine culturel	
Vincent Négri	127
I – Trajectoires de la responsabilité dans le droit du patrimoine	129
II – Conjugaison du droit du patrimoine	
et du contentieux de la responsabilité	133
III – Socialisation de la protection du patrimoine	138
Trois acteurs majeurs du droit du patrimoine	
Yann Coz	141
Adolphe Tétreau	141
Georges Maringer	145
Henry de Ségogne	149
TROISIÈME PARTIE	
Intérêts publics et privés concurrents : conciliations, arbitrages	
Intérêts privés et intérêt public patrimonial	
Jacqueline Morand-Deviller	155
I – L'intérêt public patrimonial et les atteintes portées à la propriété privée	156
II – Les intérêts privés et l'atteinte à l'intérêt public patrimonial	166

Le droit moral de l'auteur dans la jurisprudence du Conseil d'État :	
un outil méconnu de protection du patrimoine	
Olivier Henrard	173
I – Le droit moral de l'auteur : une garantie pour la protection des biens patrimoniaux, opposable aux personnes publiques	174
II – Le droit moral est inégalement protégé par les jurisprudences du Conseil constitutionnel et de la Cour européenne des droits de l'homme	176
III – Le Conseil d'État a importé en droit administratif une création de la jurisprudence civile	178
IV – Les nuances entre le Conseil d'État et la Cour de cassation sont ténues	183
V – Une modification récente de la répartition des compétences entre ordres de juridiction	185
Le rôle des juridictions dans la protection du patrimoine en droit britannique	
Ruth Redmond-Cooper	189
I – Introduction	189
II – Les modalités de protection du patrimoine	190
III – Le contrôle des actes des organismes administratifs :	
judicial review (contrôle judiciaire)	193
Conclusion	198
Jeux avec les frontières : le rôle de la jurisprudence administrative dans la construction du droit italien du patrimoine culturel	
Lorenzo Casini	199
I – Introduction : un droit gouverné par les « choses »	199
II – La frontière des règles : identification du patrimoine culturel et sa protection	203
III – La frontière de la circulation	206
IV – La frontière de répartition de compétences	208
V – La frontière de l'internationalisation	209
Conclusion : les gardiens des frontières ?	211

## QUATRIÈME PARTIE

# Les grands chantiers législatifs dans la construction du droit du patrimoine

Le Conseil d'Etat, gardien de la qualité des textes	
Jean-Éric Schoettl	215
I – Attributions consultatives du Conseil d'État	215
II – Mission des formations consultatives du Conseil d'État	217
III – Exemples de prises de position des formations consultatives du Conseil d'État dans le domaine du droit du patrimoine	219
Conclusion	227
La codification du patrimoine	
Isabelle Maréchal	229
I – Les enjeux du Code du patrimoine pour le ministère	230
II – Une élaboration longue marquée par deux périodes	231
III – Les questions posées lors de l'élaboration du Code du patrimoine	239
IV – Quelle vie après le 2 février 2004 ?	242
Conclusion	
Jean-Noël Jeanneney	249
Annexes	
Les ressources de la recherche	
Nicolas Тніéваuт	259
Annexe I	
La jurisprudence administrative en droit du patrimoine culturel	263
Annexe II	
Les archives du Conseil d'État, quelques exemples	279